L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS JEUDI MATIN, 25 MAI 1876. 49me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS. JEUDI MATIN, 25 MAI.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par O. Valeton, aux Nos 93 et 95 rue des Magasins, 600 tonneaux d'huile de graines de coton.

Par D. E. Morphy & Son, aux Nos 109 & 110 de la rue des Magasins—jambons.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 33 de la rue des Magasins—habillements, lingerie, chapeaux, cheaquetes, malles et valises.

SPECTACLES.

Jeudi, 25 Mai 1876.

ACADEMIE—La senorita Lucia Zarate.

Les intérêts agricoles de la Louisiane.

C'est bien à tort qu'on avait cru pouvoir parler légèrement du discours par lequel notre honorable représentant le général Randall L. Gibson avait fait ses débuts à la Chambre. Tout en s'occupant activement dans les bureaux de toutes les questions politiques et matérielles intéressant la Louisiane, notre estimable et zélé mandataire avait cru de son devoir de ne pas laisser passer sans objection dans la Chambre une disposition du traité avec Hawaï, qui lui paraissait de nature à porter un coup funeste à l'intérêt de l'agriculture dans notre Etat.

Depuis que le vote de la Chambre a été expliqué et compris, on se plaît à rendre justice aux efforts du général Gibson et à l'opportunité de l'occasion qu'il a choisie pour ses débuts oratoires. Il s'agissait, en effet, de défendre la culture de la canne à sucre et celle du riz, dont l'avenir était menacé, et nul en Louisiane ne nie la gravité d'un pareil danger.

C'est pour s'occuper de cet important sujet qu'un meeting est convoqué pour ce soir à la Chambre de Commerce. Quelques remarques sur la matière nous semblent donc opportunes.

Il ne s'agit pas ici de discuter les théories abstraites de protection et de libre échange ni de débattre sur les mérites des principes sur lesquels sont basées ces théories.

Les Etats-Unis ne sont pas, que nous sachions, à la veille de se proclamer libre-échangistes. Des tarifs élevés, quelquefois excessifs, parfois même prohibitifs, protègent les nombreuses industries du pays, avec dépens, dans le plus grand nombre de cas, de la masse des consommateurs. Il a été proposé tout récemment encore d'imposer le thé et le café, deux articles exotiques de consommation, et de modifier légèrement quelques-uns des droits existants.

Oh sait que la production du sucre aux Etats-Unis n'est que très imparfaitement protégée contre la concurrence étrangère par les tarifs actuels, qui ont été rédigés dans l'intérêt des raffineurs de l'Est beaucoup plus que dans celui des planteurs sucriers. Mais, enfin, le tarif constitue une légère protection, sans laquelle la culture de la canne en Louisiane devrait être abandonnée. La protection pour le riz est également très faible. Un autre de nos produits agricoles, le tabac, est très mal traité par les lois sur le revenu intérieur et il n'y a guère que le coton, à propos duquel nous n'ayons pas de plaintes à formuler.

Ainsi, tandis que comme consommateurs nous supportons les conséquences des tarifs élevés destinés à protéger les manufactures des Etats du centre et de l'Est, comme producteurs nous sommes fort peu protégés.

Ce n'est pas à propos des modifications projetées au tarif que nous sommes menacés de voir diminuer encore cette faible protection. C'est incidemment, au sujet de la ratification d'un projet de traité avec les Iles d'Hawaï. On sait que le pouvoir exécutif fait les traités et que le Sénat les ratifie, mais lorsque ces traités affectent le revenu, il devient nécessaire de les soumettre à la Chambre. Celle-ci s'est déjà prononcée par un vote de 116 contre 101, en faveur de la clause qui admet francs de droits aux Etats-Unis le sucre et le riz produits aux Iles Hawaï.

C'est, comme on l'a dit, dans l'intérêt de la Californie principalement que cette clause a été adoptée, parce qu'elle permettra à cet Etat d'échanger ses produits contre ceux des Iles en question. Le mal ne serait pas grand, si les conséquences du traité devaient se borner là.

Mais il est clair que cette exemption de droits stimulerait la production de la canne et du riz dans ces îles, où la culture se fait avec le travail à bon marché des coolies, et que nous aurions bientôt à soutenir une concurrence inégale sur tous les marchés de l'Union. On a fait observer également que le traité permettrait d'introduire comme venant d'Hawaï des sucres et des riz de toute provenance.

Enfin, le dernier inconvénient invoqué contre le traité, c'est que ce serait un premier pas fait vers l'abolition absolue des droits sur le sucre et le riz.

Quand on considère que la Louisiane doit, par la nature de son sol et de son climat, se livrer à la culture de produits spéciaux, il faut reconnaître qu'il n'y a aucune justice et aucune équité à vouloir détruire par une mesure exceptionnelle, aux intérêts agricoles, tout en maintenant le système de protection qui profite à tant d'autres intérêts.

La population de la Louisiane est celle qui consomme le plus de vins importés, et elle doit payer un droit de 40 cents par gallon (150 pour cent environ) sur cet article de consommation pour la protection des vins de l'Ouest et de la Californie. Est-il équitable de sacrifier son agriculture aux intérêts de la Californie?

Il n'y a pas nous le répétons dans une pareille matière de principe absolu, puisqu'il ne s'agit pas de proclamer le libre échange. Il y a une question de mesure et de justice à observer entre les intérêts réciproques de plusieurs Etats.

Nous espérons que le comité qui sera nommé ce soir réussira à faire admettre par le Sénat les raisons qui militent en faveur du rejet du traité proposé.

LE MEETING DE CE SOIR.—Nous rappelons à tous ceux qui ont à cœur les intérêts matériels et la prospérité de notre Etat, que c'est ce soir à sept heures et demie, à la Chambre de Commerce, rue de la Commune, entre Camp et St Charles, que doit avoir lieu le meeting annoncé dans nos colonnes pour protester contre le traité avec Hawaï et nommé le comité chargé d'aller à Washington soutenir les intérêts de notre Etat devant le comité du Sénat, qui siégera dans le but d'entendre les intéressés le 30 courant.

COUPONS.—La maison M. L. Byrne & Cie., rue du Canal 163, annonce qu'elle fera aujourd'hui une vente de coupons à moitié prix et même, pour de certains articles, aux prix des acheteurs.

Mr. J. F. Hall, le *vieux agent* du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans et de Donaldsonville, vend sur le train, tous les matins, les différents journaux de la ville. Les voyageurs, ainsi que les planteurs le long de la route, peuvent, en s'adressant à lui, obtenir, non-seulement l'*Abeille* du jour, mais les anciens numéros. Il dépose en passant, sur les plateformes de chaque habitation, en outre des journaux, de la glace qu'il achète pour les habitants qui le chargent de ce soin. Il remplit très exactement les ordres de toute nature qui lui sont confiés. Mr. Hall est sur le train tous les jours.

VINS.—Mr U. Bassetti, rue Peters, 70 et 72, près la rue Poydras, a reçu par la barque Comtesse Duchatel, venant de Bordeaux, du vin rouge de St-Loubès et de St-Emilion, du vinaigre de Cesaat et de la moutarde de Desgaulx, le tout à vendre.

Voyez l'annonce relative au déchargement de la barque.

VIN ROUGE.—Mr. Amédée Couturié, rue Decatur No 39, annonce qu'il a reçu par la barque Comtesse Duchatel et qu'il a à vendre 50 barriques de vin rouge d'une excellente marque.

De la besogne pour le comité congressionnel.

L'affaire qui a ensanglanté hier une de nos rues les plus fréquentées, devra attirer l'attention immédiate du comité d'enquête congressionnelle, à son arrivée à la Nouvelle-Orléans.

Il ne s'agit ici ni de querelle personnelle, ni de rencontre de hasard, ni de vengeance politique. Il n'y aura pas moyen cette fois de trouver un prétexte; pour mettre cette lutte à coups de pistolet en pleine rue, sur le compte des adversaires du radicalisme. Les démocrates ne sont pour rien dans la bagarre.

Toutes les circonstances semblent indiquer que le drame de la rue Bourbon n'est qu'un des épisodes d'une conspiration ourdie contre l'agent ou l'ex-agent secret du gouvernement fédéral, Barrett, par une coterie intéressée à empêcher certaines révélations ou à faire partir ce dispensateur avant l'arrivée du comité en témoin gênant.

Il faut que le témoignage de Barrett soit bien dangereux pour certaines gens, puisque cette coterie a employé contre lui les mêmes manœuvres et les mêmes persécutions dont il a été l'objet depuis son arrivée ici comme agent du département du Trésor.

Nous ne savons si Matt Hogan et son compagnon Houlihan, ex-officier de police, aujourd'hui employé à la Douane, se proposaient seulement d'intimider Barrett et de le forcer à quitter la ville ou si leur but était plus criminel encore, mais, le caractère et les antécédents de Mat Hogan, qui a passé pendant longtemps pour être le chef des bandits les plus dangereux de la Nouvelle-Orléans, donnaient lieu de tout craindre de sa part, et la conduite de Houlihan n'a que trop prouvé qu'il était prêt à seconder son compagnon.

M. Wm. Laresche semble avoir eu pour mission de protéger Barrett contre les violences dont celui-ci était menacé, et il s'est acquitté de cette mission au péril de sa vie, puisqu'il a été mortellement atteint. Barrett a échappé aux balles et il pourra dévoiler devant le comité, le mystère qui couvre les poursuites dont il est l'objet.

Nous ne pourrons juger de la part de responsabilité qui incombe à chacun des acteurs de cette sanglante tragédie, que lorsque nous serons éclairés sur les motifs réels de l'attaque. Il importera aussi de savoir pour le compte de qui agissaient Matt Hogan et Houlihan. Avant peu, sans doute, nous saurons quels sont les gens qui dans l'ombre, tiennent les fils d'une noire et criminelle intrigue, dont l'existence nous a été révélée par des épisodes, dont le dernier peut entraîner la mort de deux hommes.

REPRÉSENTATION AU BÉNÉFICE DE L'UNION FRANÇAISE.—La mission de bienfaisance que se sont imposés les membres de l'Union Française, donne à la représentation qui leur est offerte par le Club Dramatique Louisianais, un caractère exclusif de charité. A ce titre la représentation se recommande donc à la sympathie générale et plus particulièrement à celle de la population française. L'Union va avoir pendant la saison d'été à pourvoir aux besoins d'un grand nombre d'ouvriers sans ouvrage, et la recette de samedi soir viendra à propos regarnir sa caisse. Le prix d'entrée, une piastre—et 50 cents pour les Troisièmes—sera donc de l'argent bien placé.

Le programme offre, d'ailleurs, un attrait exceptionnel, car il se compose de deux jolis vaudevilles et d'un intermède musical composé de six morceaux de chant.

Le spectacle commencera à sept heures et demie précises.

LE TRAITEMENT DES INDIENS.—Un journaliste de l'Ouest, qui habite le Nebraska depuis 20 ans et qui a vu de près bien des guerres indiennes, exprime comme il suit son opinion touchant les causes des conflits incessants entre les blancs de la frontière et les Peaux-Rouges:

C'est un lieu commun de dire que l'histoire des relations des Anglais avec les Indiens n'est depuis le commencement qu'une série ininterrompue de cruautés, d'infamies, de déceptions et de rapines. Mais la vérité, pour avoir cessé de faire impression aux oreilles égoïstes, n'est pas moins terrible....

Les traités passés avec les Sioux ont toujours été conclus avec une intention frauduleuse de la part des blancs. Jamais les négociations n'ont expliqué franchement et véridiquement aux Indiens les conditions du traité proposé. Ensuite ils voulu leur en donner une explication loyale, ils ne l'auraient pas pu, car les interprètes, invariablement choisis dans l'intérêt des agents, auraient dénaturé les paroles des négociateurs. Le traité de 1868, par exemple, a été expliqué aux Indiens d'une manière, puis écrit, signé et scellé dans un tout autre sens, de sorte que les Indiens ne tombât après que trop cruellement à dépens qu'ils violaient le traité, quoiqu'ils se fussent fidèlement conformés à l'interprétation qu'ils en avaient reçue.

Les négociations de l'automne dernier avaient été entreprises dans le même esprit de tromperie. Le "ring" indien avait travaillé les Sioux longtemps d'avance pour leur faire demander un prix aussi exorbitant que possible. L'invasion par les mineurs du domaine des Sioux a fait échouer le plan, mais s'il eût réussi il n'est pas douteux que les Delano, les Belknap, les Robeson et autres Babocks se seraient adjugé les portions les plus riches du territoire acheté.

Ce personnage dont nous venons de résumer l'opinion déclare que, dans la campagne qui va s'ouvrir, les premiers torts ont été incontestablement du côté des blancs. Il déplore les atrocités commises par les Peaux Rouges, mais il affirme que, si l'on donnait la même publicité à celles perpétrées par les soldats et par les officiers de la troupe régulière, on serait forcé de reconnaître que la sauvagerie et la barbarie sont aussi grandes d'un côté que de l'autre. Il cite comme exemple le massacre injustifiable de Fort Lyons.

Quant au résultat de l'expédition, il est douteux. Les troupes ont pour elles l'avantage du nombre et la supériorité de l'armement; mais les Sioux, déjà irrités par les innombrables fraudes et supercheries dont ils ont été victimes, sont positivement exaspérés par cette dernière iniquité, l'invasion par les Black Hills, le seul territoire qui leur restât.

PROCLAMATION DE NAPOLÉON IV A VERSAILLES.—Voici comment le *Figaro* raconte l'incident mentionné par le télégraphe:

La session a commencé par un incident tragi-comique. Que ceux qui se piquent d'être des augures en tirent les conséquences qu'ils voudront, nous nous contenterons du simple rôle de narrateur.

Il était deux heures. Presque personne dans les tribunes de la Chambre des députés; M. Grévy au fauteuil, une douzaine d'honorables sur les bancs, huit ou neuf journalistes dans leur loge, dont nous parlerons tout à l'heure. Tout à coup, Frichie, le garçon préposé à notre garde, nous fit passer à chacun une lettre cachetée, qui vient, nous dit-il, de la part d'un monsieur assis dans une tribune voisine.

Nous décachetons la missive et nous y lisons le singulier texte suivant: "*Quand trois heures sonneront tout à l'heure, je me lèverai et debout, à voix haute, je dirai ces mots:* AU NOM DE DIEU ET DE JEANNE D'ARC, VIVE NAPOLEON IV." Nous regardons avec stupeur et nous jetons ensuite les yeux sur le voisin qui nous a transmis l'étrange communication.

C'est un grand homme maigre, sec, long, à la moustache noire et hérissée, au regard fixe et brillant. On nous dit son nom: C'est M. Roustan, libraire à Versailles.

Mais la circulaire n'a pas été vue de nous seuls, l'intelligent Friche l'a saisie au passage et va la porter au fidèle Bocquerelle. Celui-ci se lève, monte quatre à quatre et, aidé par un autre garçon, il invite M. Roustan à quitter sa place. Celui-ci se lève et avant qu'on ait pu l'en empêcher, il se penche dans le vide et crie avec rage aux auditeurs qui l'entourent: "*Au nom de Jeanne d'Arc, vive Napoléon IV!*"

L'effet a été assez nul. Quelques personnes ont répété avec étonnement l'interrupteur, que Bocquerelle et Frichie ont entraîné et mené chez les questeurs. Le malheureux se laissait conduire en criant de temps en temps: "Oui, c'est mon opinion. On aura beau faire. Personne n'étouffera le cri de ma conscience; Vive Napoléon IV, au nom de Jeanne d'Arc! A bas Gambetta!"

Tel est le seul événement de cette réouverture du théâtre de Versailles.

GIRONDE.—Le 3 mai, à l'ouverture de l'audience correctionnelle de Bordeaux, a été prononcé le jugement de l'affaire Pascal contre Chauvet. M. Chauvet a été condamné à 500 fr. de dommages intérêts, à 1,000 fr. d'amende et aux dépens. Le tribunal a décidé, en outre, que le jugement sera publié aux frais de M. Chauvet par les cinq grands journaux de Bordeaux et par trois journaux de Paris, au choix de la partie demanderesse.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

UN DRAME RUE BOURBON.

William Laresche et Matt Hogan mortellement blessés.

Hier après-midi, vers une heure et dix minutes, une querelle s'est engagée, rue Bourbon, près de la rue du Canal, presqu'en face du salon de bière Wenger, entre William Laresche, Matt Hogan, Thomas Houlihan et John F. Barrett.

Dix coups de pistolet ont été tirés de part et d'autre. Mr William Laresche et le notoire Matt Hogan ont été mortellement blessés.

Cette affaire a créé la plus grande excitation dans le voisinage.

Voici ce que nous avons appris de l'origine de la difficulté.

Mr William Laresche, était employé par le gouvernement des Etats-Unis, on dit comme détective, mais nous n'en sommes pas bien certain. Toujours est-il qu'il avait reçu l'instruction de veiller sur John F. Barrett, dont le témoignage est nécessaire au comité congressionnel d'enquête, et dont la vie est menacée par ceux auxquels ses révélations peuvent nuire.

Nous avons raconté dans le temps comment Barrett, qui avait été nommé agent spécial du département du Trésor, avait été arrêté par la police métropolitaine, parce qu'il avait eu l'audace de découvrir les secrets et de dévoiler les méfaits de certains fonctionnaires importants appartenant au parti radical et impliqués, à ce qu'on nous dirc tement, dans les *rings* de whiskey et de coton.

On pourrait remplir une page entière de l'*Abeille* des tribulations de Barrett. Arrêté une douzaine de fois, battu par les uns, menacé par les autres, il est étonnant que ce pauvre diable, qui est après tout un triste sire, ait eu le courage moral de rester à la Nouvelle-Orléans.

Hier matin, Barrett a été jugé devant la Cour Criminelle Supérieure, sur l'accusation d'avoir voulu acheter le juge Evans une Montre d'or du premier district, et déclaré coupable par le jury.

Matt Hogan se trouvait à la cour pendant le procès, ainsi que Houlihan.

Houlihan faisait partie autrefois de la police métropolitaine. Il a été l'un des principaux acteurs en 1874 dans l'affaire de la saisie des formes du *Bulletin*.

Il est employé actuellement à la Douane, mais ses fonctions ne sont guère définies.

Matt Hogan, qui a été l'associé de Barrett, il y a quelque temps, dans une certaine transaction ténébreuse, était devenu subitement son ennemi.

Hier après-midi donc, vers une heure et dix minutes, Mr William Laresche et John F. Barrett étaient arrêtés devant le salon de bière de Wenger, rue Bourbon, près Dauphine et Canal, lorsque Matt Hogan, venu comme un prince et toujours pimpant, s'est approché suivi de Thomas Houlihan.

Quelques paroles ont été échangées entre Barrett et Matt Hogan; puis, ce dernier frapper le premier sur la tête avec une canne chargée. Barrett est tombé sur le trottoir, mais se relevant immédiatement, il en tua le gouverneur.

Mr. Laresche a tiré alors un révolver de sa ceinture et a fait feu sur Matt Hogan, l'atteignant à l'abdomen et le blessant mortellement. Matt Hogan est parti en courant, se dirigeant vers la rue du Canal. Mr. Laresche l'a poursuivi, en lui tirant un second coup de pistolet.

Pendant ce temps Houlihan s'était rangé le long de la maisonnette, et lorsque Mr. Laresche, qui ne le voyait pas, a passé près de lui, il lui a tiré un coup de pistolet, l'atteignant au côté droit.

Mr Laresche est tombé sur les genoux et sur les mains. Alors Houlihan s'est approché et a déchargé deux fois son pistolet sur son ennemi à terre. Les deux balles ont porté; l'une pénétrant dans l'abdomen et l'autre s'égarant un peu au-dessous de l'épaule gauche.

Au troisième coup de pistolet de Houlihan, Mr Laresche s'est redressé, en s'appuyant sur le coude gauche, et a fait feu, mais sans atteindre Houlihan.

Celui-ci s'est mis aussitôt à fuir.

La police étant arrivée sur ces entrefaites, l'agent Sherman a poursuivi Houlihan, en lui criant de s'arrêter. Voyant qu'il n'obéissait pas, il lui a tiré deux coups de pistolet, et a fini par lui mettre la main au collet, rue Bourbon près Dauphine. Houlihan a été conduit au poste de la police du troisième precinct et mis sous les verrous. Il a refusé de faire aucune déclaration.

Matt Hogan lorsqu'il a été blessé, a couru dans la direction de la rue du Canal et s'est rendu dans un cab, en criant au cocher de le conduire à l'Hôpital de charité.

Notre reporter l'a visité hier soir, vers neuf heures, et l'a trouvé étendu sur le dos et respirant avec difficulté. Les médecins qui l'ont examiné l'ont condamné et on disait qu'il ne passerait pas la nuit.

Mr. William Laresche a été transporté d'abord à la pharmacie de messieurs Alex et Lanfear, rue Bourbon, en coin de Dorlane, puis transféré à sa résidence, rue Royale No. 263.

Les docteurs Bordé et Castellanos ont été appelés à lui donner des soins. Les deux hommes de l'art n'ont pas voulu donner leur opinion sur l'état du blessé, mais tout porte à croire que son état est désespéré.

Mr. Laresche a montré beaucoup de courage. Il a dit qu'il se sentait perdu et a désiré recevoir les derniers sacrements.

Il a fait la déclaration suivante en présence de plusieurs témoins:

"Je me trouvais rue Bourbon, entre Canal et Dorlane, avec Barrett. Nous venions de quitter la Cour Criminelle Supérieure. Matt Hogan s'est approché de nous, accompagné par Houlihan.

Matt Hogan a levé une canne sur Barrett pour le frapper, mais j'ai paré le coup. Matt Hogan a voulu alors me frapper. J'ai saisi sa canne de la main gauche et faisant un pas en arrière, j'ai tiré mon pistolet et j'ai fait feu.

J'ai été blessé par derrière par un individu ayant une monstrueuse blonde avec une balafre sur le visage."

Le verdict du jury dans l'affaire O'Brien.

L'affaire O'Brien ayant été soumise au jury de la Cour de Circuit des Etats-Unis, avant hier soir, nous ne nous attendions pas à un verdict avant deux ou trois jours, mais tel n'a pas été le cas; car, à minuit et quelques minutes, le jury s'est présenté et a rendu le verdict suivant:

John McWhirter, John Henderson, jne., Alexander McKee et Wm. H. Thomas sont déclarés coupables, les trois premiers selon l'instruction du juge même.

John Henderson, Sr., et G. James sont déclarés coupables.

Arrivée de l'empereur du Brésil.

Le magnifique steamer "Grand Republic" est arrivé à la Nouvelle-Orléans, vers six heures et demie. A bord se trouvait l'empereur du Brésil Dom Pedro, qui est venu visiter la Société St-Charles, où des appartements avaient été retenus pour lui.

Comme l'auguste visiteur a exprimé le désir de rester incognito pendant son séjour dans notre ville, comme un simple voyageur, il n'y a pas eu de réception officielle.

Dom Pedro visitera les jetées du capitaine Eads, dit-on, puis il prendra le chemin de fer pour se rendre à Washington par la route de Mobile.

Le département de l'ouest du chemin de fer Nouvelle-Orléans, Mobile et Texas.

Le juge assistant Bradley, de la Cour Suprême des Etats-Unis, a rendu une décision importante, hier matin, dans le procès de Charles Morgan versus le chemin de fer Nlle-Orléans, Mobile et Texas.

Il a accordé la division de l'ouest du chemin à Mr Morgan, mais n'a pas confirmé les titres de celui-ci à la division de Mobile.

Club Dramatique du Sud.

La représentation donnée avant hier soir à l'Académie de Musique par le Club Dramatique du Sud, a obtenu un succès complet.

La salle était bien garnie et le public s'est montré très chaleureux.

On a joué deux pièces intitulées "Irish Tiger" et "Home Wreck." Les principaux rôles étaient remplis par messieurs J. B. Cefalu, L. J. Llambias, M. H. Redon, Chas. Le Blanc, F. P. Roche, et par Mlles Emma Doyle, Maggie Stroudback et Emma Maddern.

TEMPERATURE.—24 mai 1876.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 du matin	73	28
Midi	85	29
3 P. M.	83	28
6 P. M.	80	26

—Le huitième anniversaire de la fondation de l'hôpital français qui a eu lieu à Londres, le 7 courant, a été des plus brillants.

L'ambassadeur de France a prononcé en l'honneur de la reine, du prince de Galles et de la famille royale, quelques paroles qui ont été couvertes d'applaudissements. Après ces toasts, M. le marquis d'Hertault a porté la santé du maréchal de Mac-Mahon. Trois hurrahs ont été poussés en l'honneur du président de la République française.

Notre ambassadeur a ensuite porté un toast à l'armée et à la marine anglaise. Le général Crawford lui a répondu en ces termes:

"L'armée anglaise poursuit les réformes qui sont commandées par les nécessités des temps présents; la France fait de même; mais quels que soient ces changements, rien n'empêchera les officiers anglais de se souvenir qu'ils ont combattu à côté des soldats français en Crimée, où ils ont rivalisé de bravoure. En Crimée a paru dans tout son éclat l'intelligence, la bravoure, la loyauté de Mac-Mahon."

L'EXPOSITION.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis*:

Le Main Building commence à prendre tournure. Les retardataires vont vite. Nombre de sections qui étaient vides ou en confusion le jour de l'ouverture se remplissent et s'approprient. Le département français se complète, et la semaine prochaine ne se passera pas sans que les colis apportés par l'*Amérique* soient déballés, mis en place. De ce nombre sont les précieuses collections de céramique de la maison Haviland et Cie de Limoges. Dans cette collection sont deux grands vases à proportions colossales que l'on cite comme des chefs-d'œuvre. Ces vases ont quinze pieds de haut, tandis que les plus grands qui soient jamais sortis de la manufacture de Sèvres ne dépassent pas douze pieds. Il a fallu construire des fours exprès pour les cuire. Mais ils sont plus remarquables encore par le décor que par les proportions. Les peintures sont de M. Braquemont, l'artiste le plus éminent en ce genre, attaché autrefois à la manufacture de Sèvres, et maintenant à Limoges.

La sculpture est de M. Delaplanche, premier prix de Rome, assisté de plusieurs de ses élèves. Ces vases ont coûté deux ans de travail et cent mille francs de dépense.

Les Etats-Unis, *La guerre*, 1776, et *La Paix*, 1876. Le *Times* pourra dire encore que les Français ont traité l'Exposition américaine avec dédain, mais les faits protestent, et quand leurs contributions seront disposées comme il convient, les détracteurs en seront, aux yeux des juges impartiaux, pour leurs *éreintements* systématiques.

Un des départements qui réclament le plus impérieusement l'attention et l'activité de la commission est le département des Beaux-Arts, qui est encore dans un désarroi lamentable. L'incurie que nous avons déjà signalée à plusieurs reprises porte ses fruits. Hier encore nous rappelions, sans trop insister sur un sujet aussi délicat, que les bâtisses accessoires, les précieux étaient sans protection contre les frôlements de la foule et, qui pis est, contre les attouchements et les outrages des Vandales. Le *Herald* est plus sévère encore que nous ne l'avons été, et publie à ce sujet un article que nous croyons devoir reproduire.

Il est presque incroyable, dit-il, qu'il puisse se trouver dans une société civilisée des gens assez méchamment bêtes pour dégrader et détruire de gaieté de cœur les précieux objets de l'Exposition. Il est pourtant vrai que de riches et rares articles ont déjà subi des dégâts irréparables, et cela non-seulement de la part de stupides maladroits ou de grossiers rustres, mais de quelques gens qui n'ont pas dû fournir le bout de leurs pattes sales, puisqu'ils manient de leurs sales mains; mais encore de Vandales assez sauvages pour dégrader à dessein les plus belles œuvres de l'Exposition. Ces galeries ont été offertes un champ alléchant à ces cuistres, et plusieurs tableaux et marbres de prix ont déjà souffert de leurs atteintes. Les commissaires étrangères se plaignent que leurs toiles ont été écorchées et lacérées et que leurs statues ont été mutilées et salies d'une manière alarmante.

Le rapport du *Memorial Hall* ont été aujourd'hui surpris de trouver les portes de la section autrichienne fermées et gardées. Il résulte de renseignements pris à des sources officielles que la commission autrichienne a refusé à plusieurs tableaux coupés et gratités et qu'elle a résolument décidé d'élever cette barrières plus formidables que la mince barrière qui entourait jusque-là les murs. Jusqu'à l'érection de ces barrières, les portes seront fermées pour tout le monde, pour les bons comme pour les mauvais, pour les amateurs d'ouvrir d'art comme pour les gens de police à la Lecoq. La section autrichienne contient peut-être la peinture la plus grandiose de toute la collection, l'Venise rendant hommage à Catherine Cornaro," qui est le chef-d'œuvre de Hans Markant, et ses commissaires ont fait sagement en prenant des mesures pour prévenir même la possibilité d'un accident à ce trésor.

D'autres représentants étrangers font la même plainte et menacent de prendre les mêmes mesures sommaires si une meilleure protection n'est pas accordée par les autorités du Centenaire aux objets placés sous leur responsabilité. Le *Board of Finance* a une force de 1,000 hommes appelés les "Gardes du Centenaire," qui sont chargés de la police dans les bâtiments et l'enceinte. Il devrait voir immédiatement à ce que ces hommes remplissent leurs devoirs avec plus de vigilance, car s'ils ne sont pas en assez grand nombre, leur adjoindre autant d'auxiliaires que le besoin le demande. J'ai vu ce matin prendre un colifet et chasser du Memorial Hall une brute qui avait marqué avec le lame de son canif le contour d'un tableau qui avait particulièrement attiré son attention. J'en ai vu plusieurs autres qui n'ont pas été mis à la porte, mais qui auraient mérité d'être ignominieusement chassés à coups de pieds.

La Statue de la Liberté.

Le chroniqueur du *Temps* raconte une visite à l'atelier de Barthôldi:

Pas plus tard qu'hier nous primes donc une voiture, et nous voici, non sans nous être égarés quelque peu au milieu de, ayant une énorme bâtisse en bois, qui avait bien six ou sept mètres d'élévation. Nous poussons le loquet de la porte, nous entrons et nous nous arrêtons d'abord aveuglés par un nuage de poussière blanche. Çà et là des blocs d'argile gigantesques, des formes monstrueuses entrevues comme dans un rêve.

—Voici l'objet, me dit mon guide en me désignant du geste une masse monumentale de terre glaise, entourée d'échafaudages.

Au premier abord, je me crus en face d'un animal antédiluvien; il me fallut quelques instants pour m'orienter, car l'objet se présentait de dos. Figurez-vous un morceau d'argile de *quatre mètres* de haut, prodigieux d'aspect, presque complètement dégrossi, occupant un bon tiers de la baraque et touchant du sommet le toit vitré.

Mon guide, après avoir suffisamment joui de ma stupéfaction, me pria de le suivre; nous fîmes le tour des échafaudages et je reconnus alors, dans ce bloc mystérieux, la silhouette parfaitement dessinée d'une main étreignant une torche. Mais quelle main! Une main de quatre mètres de hauteur! Une main dans laquelle on établira un escalier, où vous et moi nous pourrons nous promener et grimper jusqu'à l'extrémité du pouce.

Il s'agit, en effet, d'un fragment de la statue "la Liberté éclairant le monde", confiée à l'habile ciseau de M. Barthôldi, et qui vivra dans les âges comme le symbole de l'union franco-américaine. Toute la France connaît déjà cette glorieuse pensée. On sait que l'Amérique va célébrer prochainement le 4 juillet 1876, le centième anniversaire de son indépendance. De concert avec leurs amis des Etats-Unis, quelques-uns de nos compatriotes ont jugé que c'était là une occasion solennelle d'associer la France et l'Amérique dans une commune manifestation.

Ils ont donc décidé d'élever, au milieu de la rade de New-York, sur un îlot en face de Long-Island, où fut vaincu le sang pour l'indépendance, un monument exceptionnel, une statue colossale qui se dessinera sur l'espace, encadrée à l'horizon par les grandes cités américaines de New York, Jersey City et Brooklyn. La nuit, la statue se transformera en phare; une auréole de feu, partant de son front, illuminera l'immense étendue de la mer.

M. Barthôldi s'est déjà mis à l'œuvre. Juges de ce que sera la statue par cet échantillon de la main que je viens de décrire. Le colosse de Rhodes est dépassé. La statue seule, y compris le bras levé, aura 42 mètres de hauteur, plus que le monument de Notre-Dame, qui n'a que 33 mètres 77 c. Avec le piédestal, nous aurons une hauteur totale de 67 mètres, presque la hauteur des tours de Notre-Dame, qui ont 65 mètres d'élévation.

D'ingénieuses combinaisons permettront le déplacement de ce monument extraordinaire. Les monuments de ce genre sont ordinairement revêtus à l'intérieur d'un escalier pour la manœuvre, bâti autour de l'armature enfermée et adhérente à l'enveloppe extérieure. Le sculpteur et l'ingénieur ont imaginé un système d'escaliers intérieurs, s'élevant à peu près jusqu'aux hanches, s'emplissant la maçonnerie, et qui seront remplies de sable. L'inconvénient de la maçonnerie, c'est que, si quelque accident, survient il faut démolir tandis qu'avec des cloisons il suffira d'ouvrir un clapet ménagé à la surface intérieure de chaque cloison, et le sable s'écoulera de lui-même.

La statue sera en cuivre repoussé. On sait déjà qu'un riche souscripteur a pris le métal à sa charge. C'est là, pour un républicain, un cadeau vraiment royal.

Mais si la statue, considérée en elle-même, est déjà une œuvre d'art sans précédent, la pensée de cette manifestation mérite surtout la sympathie des esprits libéraux. Demain, à très bien dit M. Laboulaye, les traités mémorables de la politique nous diviseront; demain, nous nous querellerons peut-être: aujourd'hui, soyons tout à l'amitié. Faisons qu'en renouvelant ce traité d'alliance et d'amitié avec les Etats-Unis, chacun de rappelle et que, grand ou petit, aucun Français ne refuse sa signature."

—Une importante question vient d'être résolue au ministère de la guerre.

D'après les votes émis par un grand nombre de Conseils généraux, et en exécution d'une circulaire de M. le général de Cissey, le prochain appel des réservistes a été renvoyé après la moisson et les vendanges.

—Les députés de Paris, qui ont fait partie du Conseil municipal, déposeront, au début de la session de la Chambre, une proposition tendant à rétablir une indemnité mensuelle aux conseillers municipaux de la capitale.

M. Raspail fils proposera la suppression de toutes les sous-préfectures.

LE COFFRE-FORT DU CENTENAIRE.—Nous lisons dans le *Messager franco-américain*:

Puisque nous sommes dans la Galerie des Beaux Arts, dans *Memorial Hall*, ce serait un oubli inexplicable que de ne pas appeler l'attention de nos lecteurs sur le Coffre-fort du Centenaire. C'est une grande caisse à double porte, une porte extérieure en fer et une porte intérieure en verre. Le 31 décembre 1876 on déposera dans ce coffre-fort plusieurs albums contenant les noms et signatures du Président et du Vice-Président des Etats-Unis, des membres des deux Chambres, des membres du corps diplomatique, des gouverneurs des divers Etats, de organisateurs de l'Exposition, etc., etc., puis les portes de verre seront fermées et ne seront plus rouvertes qu'en 1976, si ce n'est tous les 5 ans pour que les nouveaux présidents et vice-présidents y inscrivent leurs noms, et tous les 12 ans pour permettre aux 6 sénateurs et aux 6 représentants les plus anciens de remplir la même formalité. Le cérémonial de la fermeture du coffre-fort est déjà réglée, mais on n'a pas encore décidé qui sera chargé de l'ouvrir en 1976. Aussitôt fermé, le coffre-fort du Centenaire sera transporté sous la rotonde du Capitole, à Washington.

Pau, 3 mai.—Le maire de la commune de Monnour (Basses-Pyrénées), qui avait injurié publiquement la gendarmerie d'Oléron, vient d'être suspendu.

Constitution affaiblie reconstruite.—Dans l'usage d'un remède fortifiant consiste le seul espoir de refaire une constitution démantelée. Les "Hostetter Stomach Bitters" sont non seulement un tonique éminemment bie faisant, mais encore un correctif prompt et satisfaisant des dérangements de l'estomac, du foie et des intestins qui sont un obstacle au retour de la santé et de la force. Quand le système est affaibli par le mal par l'épuisement et le travail, par des angoisses morales continues, par la dissipation et les veilles, par des applications d'esprit trop soutenues et par des habitudes sédentaires, les "Bitters" sont le meilleur agent médical pour rendre une vigueur permanente à la constitution débile. La nouvelle force de vitalité qu'ils procurent au corps brisé, et l'ordre qu'ils rétablissent parmi les organes de digestion, de la secrétion, de l'évacuation constituent, en outre, la meilleure protection et la sauvegarde la plus assurée contre les fièvres d'infection.

Décédé hier matin, à 9 heures, à l'âge de seize mois, ADOLPHE ANATOLE CHAVIGNY, fils de Henri Chavigny et Maria Legér. Les parents, amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à assister aux funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à 2 heures et demie. Le corps est exposé rue Royale et Toulouse.

De la part de ses parents.

Tapis, Nattes, Rideaux, &c.
EN GROS ET EN DETAIL
AU No 17 DE LA RUE DE CHARTRES
TAPIS—Axminster, Velours, Bruxelle, etc.
TOILES CIRÉES—anglaises et américaines.
NATTES—blanches, nattresses et fantaisie.
STORES—Couvertures de Tables et de Lampes.
ETOFFES pour RIDEAUX et Meubles.
BEGUINES, CASTELLES, CORDONS, Rosettes, etc.
BURLAPS, par balle, pièce ou yarde.
21 mai—DJPP A. BROUSSEAU & SON.

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.

LES sociétaires sont prévenus que